

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 4 (1976)

DOI: 10.11588/fr.1976.0.48887

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

hohe Politiker hatten enge Kontakte zum *Comité des Forges*) – das sind nur einige Punkte, denen sich die Forschung künftig vermehrt zuwenden sollte, damit die Ruhrbesetzung nicht mehr ausschließlich unter dem Aspekt der *sécurité*<sup>9</sup> betrachtet wird. Daß sich damit auch die Bewertung ihres Ausgangs, der bislang einmütig als katastrophal beurteilt wird, ändern würde, liegt auf der Hand.<sup>10</sup>

So besteht die Quersumme des vorliegenden Sammelbandes in einer bislang in dieser Deutlichkeit nicht gesehenen Vielfalt der beteiligten Kräfte vor allem auf französischer Seite zwischen 1919 und 1923/24. Dieses Faktum bedingte auch eine stärkere Differenzierung der Deduktionen. Für die Forschungspraxis zeigt sich somit einmal mehr, daß nur eine enge Kooperation deutscher und französischer Historiker eine zuverlässige Aufarbeitung dieses einstmals so umstrittenen Themas zu leisten vermag. Es bleibt zu hoffen, daß die so gewonnenen Erkenntnisse schließlich auch ihren Weg in die Schulbücher beider Nationen finden.

Christof DIPPER, Trier

Gottfried NIEDHART, Großbritannien und die Sowjetunion 1934–1939, Studien zur britischen Politik der Friedenssicherung zwischen den beiden Weltkriegen, München (Wilhelm Fink Verlag) 1972, 8°, 497 S. (Veröffentlichungen des historischen Instituts der Universität Mannheim Band 2).

Julian Campbell DOHERTY, Das Ende des Appeasement. Die britische Außenpolitik, die Achsenmächte und Osteuropa nach dem Münchener Abkommen, Berlin (Colloquium Verlag) 1973, 8°, 284 S. (Studien zur europäischen Geschichte Band 9).

Depuis l'ouverture des archives du Foreign Office pour les années 1930, la politique anglaise d'apaisement vis-à-vis des pouvoirs révisionnistes de l'entre-deux-guerres a trouvé un intérêt ravivé. Pourtant, certaines grandes études, dont celle de Gottfried NIEDHART que nous présentons ici, ont été élaborées en large mesure auparavant et n'ont eu à subir que des retouches à la lumière des archives avant leur publication. Ces études montrent que la discussion sur la politique d'apaisement, très importante déjà après la guerre, avait autant besoin des documents que nous apportent maintenant les archives que d'une réflexion sur les problèmes de fond et sur les méthodes. Plusieurs études, entre autres, avaient analysé la radio et la presse anglaises de l'époque, mais aucune d'entre elles n'avait tenu compte des structures de l'«opinion publique» qui, par exemple, rendent difficile et souvent artificielle la distinction entre opinion

Seite finden sich in den Diskussionsbeiträgen GIRAULTS und SOUTOUS zu BARIÉTYS Aufsatz von 1973 (Anm. 2), S. 31 ff.

<sup>9</sup> Die Untersuchungen zu den strategischen Konzeptionen Frankreichs sollten ebenfalls neben den rein militärfachlichen Auseinandersetzungen zwischen Pétain und Foch gesellschafts- und finanzpolitische Gesichtspunkte berücksichtigen, wie dies Judith M. HUGHES, *To the Maginot Line*, Harvard 1971, exemplarisch getan hat. Der Beitrag von M. VAÏSSE leidet etwas an quellenmäßiger und methodischer Eintönigkeit.

<sup>10</sup> So äußern sich auch R.A.C. PARKER, *Das 20. Jahrhundert, I: 1918–1945* (= Fischer Weltgeschichte, 34), Frankfurt 1967, S. 83 f. und J. NÉRÉ in einer Bemerkung zu BARIÉTYS Aufsatz (wie Anm. 2), S. 29 sowie neuerdings Philippe BERNARD, *La fin d'un monde, 1914–1929* (= Nouvelle histoire de la France contemporaine, 12), Paris 1975, S. 160 f.

publique et politique gouvernementale, entre *quality press* et élite politique. L'anti-communisme, surtout pour l'historiographie marxiste-léniniste le moteur d'une politique qui aurait utilisé l'Allemagne comme une arme contre l'ennemi principal: l'U.R.S.S., apparaissait comme un phénomène général dont l'importance exacte dans le processus de décision politique n'était guère éclairée. Trop souvent, les historiens des relations internationales européennes négligeaient l'hypothèque de la politique anglaise provenant de l'interdépendance entre la Grande-Bretagne et les pays du Commonwealth. Le processus de décision en politique extérieure n'avait guère été systématiquement analysé, et ainsi on se voyait tenté d'attribuer à la forte personnalité de certains hauts fonctionnaires tels que Sir Horace Wilson ou Sir Warren Fisher des influences qui ne devraient pas être dissociées d'une réflexion sur l'organisation de la haute bureaucratie anglaise. Poser de telles questions est encore relativement aisé. En trouver la réponse demande d'énormes travaux de recherche. L'historien de l'Angleterre s'y trouve dans une meilleure situation que celui de la France. Bien que la limite de 50 ans ait été officiellement ramenée à 30 ans en France, le chercheur y rencontre encore maintes difficultés pour accéder aux archives d'avant-guerre. Les archives privées d'hommes politiques qui, en France, renferment traditionnellement un grand nombre de documents officiels aussi bien que privés ont souvent été perdues pendant la guerre ou restent, à quelques exceptions près, inaccessibles. En Grande-Bretagne, beaucoup de ces archives – telles celles de Lloyd George, Hugh Dalton, Austen Chamberlain, Vansittart – ont été déposées dans des archives publiques, et d'autres peuvent être utilisées chez les familles. Les deux études que nous présentons ici en ont largement profité.

Julian C. DOHERTY étudie avec beaucoup de soin dans quelle mesure les documents maintenant accessibles à Londres et à Bonn ainsi que les mémoires et journaux d'hommes politiques obligent à réviser certains résultats acceptés ou discutés dans l'historiographie sur la politique anglaise entre Munich et le début de la guerre. Le lecteur ne suivra pas toujours son argumentation. Ainsi, son jugement que la politique d'*appeasement* aurait connu un tournant décisif, préparé depuis l'Anschluß, en mars 1939 (p. 198), sous-estime certainement le côté «résistance» qui était inhérent à cette politique depuis longtemps auparavant. Dans d'autres domaines – tels la démarche mystérieuse du ministre plénipotentiaire roumain Tilea auprès du gouvernement anglais en mars 1939 qui contribua à la mise en route des négociations anglo-soviétiques (pp. 108 ss.) –, le lecteur aurait espéré trouver des éclaircissements, mais, à en juger par l'auteur, les archives nous laissent sur notre faim.

Mais à part certaines questions de cet ordre, le lecteur trouvera dans le livre de DOHERTY un tableau minutieux des décisions en politique européenne que le gouvernement a prises au cours de l'année précédant la guerre. Si ses conclusions ne l'amènent guère à des corrections majeures de résultats déjà discutés, il apporte néanmoins une grande documentation à l'appui de ces discussions. On regrettera seulement que des questions comme celles que nous avons esquissées au début – bien que l'auteur en soit conscient comme il le montre à plusieurs endroits – n'aient pas été prises plus systématiquement en considération.

Gottfried NIEDHART se propose une étude sur la politique de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Union Soviétique, depuis l'entrée de l'U.R.S.S. dans la Société des Na-

tions jusqu'au début de la guerre. Mais derrière le titre trop modeste de son étude se cache une des plus profondes analyses de la politique d'apaisement en général qui aient été publiées à ce jour. En fait, NIEDHART situe la politique vis-à-vis de l'U.R.S.S. proprement dite dans le cadre très large des conditions politiques que devait affronter le gouvernement anglais.

Dans sa première partie, NIEDHART décrit les différentes images de la Russie comme on les constate dans le gouvernement, les partis et dans le public. Le problème de l'information, souvent trop négligé par le spectateur d'une époque postérieure, se révèle un facteur essentiel de la politique: les informations sur l'U.R.S.S. étaient très pauvres et souvent imprégnées d'expériences personnelles trop partielles. Le scepticisme vis-à-vis des dictatures en général se joignait à une méfiance envers la valeur militaire de l'armée rouge comme alliée éventuelle, et les épurations staliniennes n'étaient guère aptes à réduire ces réactions négatives, renforcées encore par la propagande du Komintern.

L'analyse richement documentée de ces facteurs permet de différencier la description du phénomène de l'anticommunisme et de préciser son rôle dans la politique pratiquée qui, surtout du côté marxiste, est souvent caractérisée précisément par cet anticommunisme. L'auteur distingue cinq images de la Russie: A droite, anticommunisme généralisé, concentrant les problèmes politiques sur ceux posés par le Komintern; surtout dans le gouvernement, anti-bolchévisme également méfiant vis-à-vis du régime soviétique, mais sans faire de cette méfiance la pierre de touche de toute politique et donc nettement distingué de l'anticommunisme de la droite; chez des hommes politiques de ces mêmes couches tels que Liddell Hart, Vansittart ou Eden, image plutôt pragmatique, partant de données politiques et stratégiques et disposée à négocier avec l'U.R.S.S.; dans le socialisme démocratique du parti travailliste, bienveillance critique; enfin à l'extrême gauche, apologie générale. Ces différentes images de la Russie étaient à la base de discussions extrêmement vives en Grande-Bretagne qui faisaient de la politique envers l'U.R.S.S. un des sujets primordiaux de la lutte politique intérieure.

L'influence des différentes conceptions de politique étrangère sur la politique envers l'U.R.S.S. est analysée dans la seconde partie. Entre les deux positions extrêmes: d'une part une politique traditionnelle d'alliances comme le demandait la France et d'autre part le refus d'un partage de l'Europe en blocs opposés, Niedhart distingue de très nombreuses nuances: du *New Imperialism* – mal informé de la politique européenne et compréhensif vis-à-vis des demandes de révision allemandes –, passant par les partisans d'une alliance basée sur la force et jusqu'aux défenseurs de la conception de sécurité collective. L'influence de chacune de ces tendances sur le gouvernement, soigneusement analysée, ne devrait, selon l'auteur, pas être exagérée.

NIEDHART caractérise la politique gouvernementale par la notion de »dual policy« entre »Widerstand und Konzessionsbereitschaft«, entre résistance et disposition à concéder certaines des exigences des pouvoirs révisionnistes. Apaisement en tant que »état souhaité de la société internationale, fondé sur des compromis paisibles et bien arbitrés« (p. 169) était la base de toute la politique anglaise de l'entre-deux-guerres. Au moment où un tel *general settlement* ne paraissait plus possible – après l'Anschluß –, les concessions cessaient. Les divergences à l'intérieur du gouvernement ne concernaient pas le principe de cette politique, mais son exécution. L'erreur de cette

politique consistait selon l'auteur dans l'illusion de pouvoir encore manier cette *dual policy* après avoir perdu, depuis la fin du XIXe siècle, une grande partie de ses moyens d'action internationale.

En cinq chapitres très denses, NIEDHART analyse dans sa troisième partie les obligations qui, résultant des relations internationales de la Grande-Bretagne, restreignaient sensiblement le champ d'action du gouvernement.

Jusqu'en 1939, les Dominions restaient extrêmement réservés aussi bien vis-à-vis d'un engagement dans une guerre européenne que – à l'exception de la Nouvelle-Zélande – d'un arrangement avec l'U.R.S.S. Dans la politique envers l'Allemagne, la déviation de l'expansionnisme hitlérien vers l'Est a été exclu au profit d'offres dans le domaine colonial – offres qui n'intéressaient point leur destinataire. Les documents provenant du processus de décision intérieur ne fournissent aucune preuve que l'anti-bolchévisme aurait constitué un facteur important dans la politique d'apaisement anglaise.

Un anti-bolchévisme intervenait indirectement dans la politique anglaise dans la mesure où les Etats du «cordon sanitaire» interposés entre la Russie et l'Allemagne s'employaient, à l'exception de la Tchécoslovaquie, à empêcher en 1939 les tentatives anglaises pour instaurer un système de sécurité comprenant l'U.R.S.S.

Si les Etats-Unis ne jouaient pratiquement aucun rôle dans la politique anglaise envers l'U.R.S.S., la France, quant à elle, exerçait une grande influence (pp. 252 ss.). L'alliance avec le voisin d'Outre-Manche constituant toujours le centre de la politique extérieure anglaise, le rapprochement franco-soviétique après 1934 aurait en lui-même déjà empêché une politique nettement anti-soviétique de l'Angleterre. En 1939, les positions politiques des deux alliées n'étaient guère différentes de celles de 1919: politique d'alliances et maintien du statu quo du côté français, politique sans alliances et possibilités de révisions territoriales du côté anglais. Mais entretemps, la France était devenue largement dépendante de l'Angleterre, et surtout après l'effondrement de la politique française avec la rémilitarisation de la Rhénanie, la Grande-Bretagne prenait la tête, en politique extérieure, des pays démocratiques.

Après avoir ainsi largement analysé les considérations et forces politiques pesant sur la politique anglaise envers l'U.R.S.S., Niedhart étudie dans sa dernière partie cette politique elle-même. Partant de la conception théorique de «foreign-policy-making élite» formulée par D. C. WATT, il décrit le rôle des différents hommes politiques et services gouvernementaux dans le processus de décision. Le déclin temporaire du pouvoir du Foreign Office au profit du *Treasury* ressort aussi bien que la prépondérance du Premier Ministre en cas de désaccord avec ses ministres et surtout après 1937.

L'Union soviétique, ayant perdu son importance pour la politique anglaise avant 1934, regagnait du terrain surtout grâce à la politique française. Comme la France, Moscou était plutôt intéressée par le maintien du statu quo, ce qui, avec l'expérience pendant la guerre d'Espagne – ce chapitre constitue un des meilleurs passages écrits sur cette guerre en tant que problème international –, rendait difficile un pacte anglo-soviétique souhaité par Moscou; ceci contribuait à l'isolement de l'U.R.S.S. dans la politique européenne vers 1938 et surtout à son exclusion des négociations autour de Munich. Quand se dessinait l'échec de la politique du *general settlement*, le gouvernement anglais abordait petit à petit, en hiver 1938/39, des négociations avec l'U.R.S.S.

en vue d'un »front de la paix« et acceptait finalement la proposition d'une alliance. Mais le refus par la Pologne de permettre une traversée éventuelle de l'armée rouge et le pacte germano-soviétique mettaient fin à ces tentatives: le gouvernement anglais n'était plus assez puissant pour disposer de ses partenaires dans le sens de la *dual policy*.

Certes, il y a – comme dans presque toute étude – d'autres domaines que l'on aurait bien voulu voir traités avec la même précision. C'est ainsi que NIEDHART, bien qu'effleurant souvent les maints problèmes économiques liés à la politique d'apaisement, a laissé le soin de leur analyse systématique à son collègue hambourgeois B. J. WENDT.<sup>1</sup> De même, il aurait été intéressant d'élargir le cadre de la dernière partie au-delà de la *foreign-policy – making élite* et d'étudier plus largement les relations entre le gouvernement et les forces extragouvernementales tels les syndicats et partis dont les conceptions ont été décrites dans la première partie – relations qui sont plutôt mentionnées (cf., par exemple, p. 417s. pour le *Labour Party*) qu'analysées en détail en ce qui concerne la politique envers l'U.R.S.S. Pourtant, dans le cadre qu'il a choisi et justifié, NIEDHART a donné une étude très dense, très complète et très largement documentée; 47 pages de bibliographie en témoignent, et le chercheur en histoire contemporaine remarquera combien de résultats on peut obtenir à l'aide de documents publiés – brochures, revues etc. – à condition de poser des questions nuancées et dans quelle mesure des conceptions développées par la science politique peuvent contribuer à structurer la documentation.

Aussi bien du point de vue de la méthode que des résultats, le livre de Gottfried NIEDHART constitue un ouvrage essentiel. Reste à espérer qu'une étude comparable analysera bientôt la politique française de la même époque.

Rainer HUDEMANN, Trier.

Charles CRUICKSHANK, *The German Occupation of the Channel Islands*, London/New York/Toronto (Oxford University Press) 1975, 8°, XII–370 S.

Der Vf. versteht seine Studie über die deutsche Besetzung der britischen Kanalinseln im Zweiten Weltkrieg als Modellstudie zum allgemeinen Problem der Okkupation fremder Gebiete durch deutsche Truppen. Er beleuchtet den Gegenstand sowohl aus der Perspektive der Okkupanten wie der Okkupierten. Seine gründliche Darstellung basiert auf breiter Quellengrundlage. Benutzt wurden Materialien britischer und deutscher Provenienz sowie die Aktenbestände der Kanalinseln selbst.

Die Besetzung der von britischen Truppen vorher geräumten Inseln im Sommer 1940 war aus deutscher Sicht von erheblichem propagandistischem Wert, weil damit erstmals ein Territorium der britischen Krone in deutsche Hand fiel, weil damit zum Sprung über die Küsten des europäischen Kontinents hinaus angesetzt wurde. Über eine gewisse Signalwirkung hinaus glaubte die deutsche Führung, einen Vorposten,

<sup>1</sup> Bernd Jürgen WENDT, *Economic Appeasement, Handel und Finanz in der britischen Deutschland-Politik 1933–1939*, Düsseldorf 1971, étude présentée dans cette revue T. 2 (1974), pp. 854–863.